

*Initiatives ministérielles*

seulement, nous constaterons immédiatement une baisse des dépenses au titre des programmes sociaux.

On verrait le bilan de trésor passer du passif à l'actif. Nous pourrions alors compter sur les impôts de ces 500 000 Canadiens qui seraient productifs et qui auraient la fierté de pouvoir travailler.

M. Crane du *Toronto Star* a tendance ces jours-ci à vouloir parler des libéraux dans ses éditoriaux. Je dois faire attention à ces journalistes du *Toronto Star*. Je vais rapporter le plus fidèlement possible l'article qu'il a consacré l'autre jour au chef de mon parti.

L'article a paru dans le journal de samedi et s'intitulait: «De puissants créanciers au Canada s'intéressent aux programmes des libéraux». C'était un long article sur mon chef. Il a déclaré que mon chef avait promis un programme d'encouragements fiscaux afin de favoriser la formation sur le tas, mais que là encore il n'avait pas donné de chiffres précis. Plus loin dans son article, il déplore l'absence de chiffres. Il est question à trois reprises dans son article de la nécessité d'avoir des chiffres précis.

Je tiens à dire que si on prend les normes du secteur bancaire qui prévoient un défaut de paiement dans le cas de 1 p. 100 des prêts aux petites entreprises sur des prêts de 12 milliards de dollars au total, cela représente 120 millions de dollars. Cela fait beaucoup d'argent; j'en suis conscient. Or dans son article paru dans *The Financial Post*, Erik Heinrich précise que l'année dernière, alors que les problèmes éprouvés par des promoteurs comme Campeau, Reichmann et le reste ont fait perdre beaucoup d'argent aux banques, la Banque de Nouvelle-Écosse a quand même réalisé des profits de 633 millions de dollars. Les profits de la Banque Toronto-Dominion et de la Banque de Montréal se sont élevés respectivement à 408 millions et 604 millions de dollars et la Banque nationale a obtenu des profits records.

Le fait est que ces pertes de 120 millions de dollars se répartissent sur 58 banques à charte qui ont réalisé d'énormes profits. Je pense que le risque en vaut la chandelle pour redonner du travail à 500 000 personnes. Je suis persuadé qu'il incombe aux banques de nous aider à réduire les dépenses au chapitre des programmes sociaux. Redonnons du travail aux gens.

C'est amusant, mais il y a deux semaines, dans ma circonscription, s'est tenue une conférence sur les femmes en affaires. Helen Sinclair, qui est présidente de l'Association des banquiers canadiens, a bien voulu accepter de s'adresser aux 300 ou 400 femmes qui ont assisté à cette conférence. Elle leur a dit que dans le monde des affaires, les femmes avaient une meilleure cote de crédit, de solvabilité, que les hommes. C'est un

domaine dans lequel les banques pourraient jouer un plus grand rôle avec leurs campagnes de publicité.

Helen Sinclair a dit quelque chose d'amusant à une conférence destinée aux femmes d'affaires. Elles ont dit à celles qui étaient présentes dans la salle que quand elles allaient à la banque demander un prêt et qu'elles ne se sentaient pas à l'aise avec le directeur, qu'elles sentaient que le courant ne passait pas, elles ne devaient pas hésiter à s'adresser à une autre banque.

Très peu de Canadiens s'en rendent compte. Pourtant, il y a quelque 7 000 succursales bancaires où s'adresser. Nous avons un excellent système bancaire que je respecte, mais cela ne veut pas dire pour autant qu'il est irréprochable.

Voilà qui m'amène au deuxième point que j'aimerais souligner à l'intention de tous les présidents de banques, tous les directeurs de banques au Canada. Il a trait à la façon dont ils traitent les clients. En plus de comprendre leur responsabilité dans la remise en marche de notre économie, les directeurs de banque devraient réexaminer leur système de valeurs.

Tous les directeurs de banque devraient se demander s'ils font montre de bienveillance dans leurs relations avec leurs clients. Sont-ils accessibles? Font-ils preuve de compassion dans leurs relations avec leurs clients en difficulté? Sont-ils prompts à agir quand quelqu'un a besoin d'une aide rapide pour faire marcher son entreprise? A-t-on confiance en eux?

J'ai dit ce matin à un de mes amis que j'allais intervenir dans le débat de ce projet de loi et je lui ai demandé quel voeu il formulerait à l'endroit de son directeur de banque s'il en avait la possibilité. Il m'a répondu qu'après avoir été en affaires depuis plus de 30 ans, il aimerait que son directeur de banque lui téléphone un jour pour lui demander ce qu'il pourrait bien faire pour l'aider à faire grandir son entreprise.

La plupart des gens d'affaires sont paranoïaques à l'heure actuelle. Quand on leur dit que leur directeur de banque les appelle au téléphone ou qu'il vient leur rendre visite, ça leur donne froid dans le dos. Ils ne veulent pas répondre à l'appel, ou si on leur demande de passer au bureau, ça les stresse énormément.

M. Barrett et ses amis semblent maintenant s'engager beaucoup plus dans le débat des questions d'intérêt public. Nous nous réjouissons de voir les milieux financiers du pays entrer dans le débat. J'affirme à M. Barrett et aux autres—je ne veux pas faire de distinction, mais il semble plus proactif à l'égard de la chose publique que la plupart des présidents de banque—qu'il existe une responsabilité sociale à cet égard. Il ont le devoir de faire comprendre à leurs subordonnés qu'ils doivent respecter les objectifs, le